

BULLETIN D'INFORMATION

EN 2023, LE NOMBRE LE PLUS ÉLEVÉ DE DÉCÈS DE MIGRANTS S'EST PRODUIT, AVEC LA ROUTE DE LA MÉDITERRANÉE CENTRALE ÉTANT LA PLUS PÉRILLEUSE

L'Organisation internationale pour les migrations a déclaré qu'au moins 8 565 personnes sont mortes sur les routes migratoires dans le monde en 2023, ce qui en fait l'année la plus meurtrière jamais enregistrée, avec une augmentation de 20 % par rapport à 2022.

Le rapport publié par l'organisation indique que le nombre total de décès et de disparitions de migrants dans le monde l'année dernière dépasse les chiffres record de 2016, lorsque 8 084 personnes sont mortes lors de migrations, ce qui en fait l'année la plus meurtrière depuis le début du projet Missing Migrants en 2014. Avec des routes migratoires sûres et ordonnées encore limitées, des milliers de personnes tentent chaque année la migration par des voies irrégulières et dans des conditions dangereuses.

Un peu plus de la moitié des décès sont dus à la noyade, 9 % à des accidents de véhicules et 7 % à la violence.

Selon le rapport, traverser la mer Méditerranée reste la route la plus meurtrière pour les migrants, avec au moins 3 129 décès et disparitions en 2023. Il s'agit du nombre annuel de décès le plus élevé enregistré en Méditerranée depuis 2017.

Sur le plan régional, un nombre sans précédent de décès de migrants a été enregistré en Afrique (1 866) et en Asie (2 138) en 2023.

En Afrique, la plupart de ces décès ont eu lieu dans le désert du Sahara et sur la route maritime menant aux îles Canaries. En Asie, des centaines de décès ont été enregistrés parmi les réfugiés afghans et les Rohingyas fuyant leur pays d'origine l'année dernière.



ÉGYPTE : UNE SUBVENTION DE 3 MILLIONS DE LIVRES ÉGYPTIENNES POUR LUTTER CONTRE LA MIGRATION ILLÉGALE À FAYOUM

Bassel Rahmy, PD Authority CEO, et Dr. Ahmed Al Ansari, le gouverneur de Fayoum, ont signé un accord de travail pour un projet visant à aborder les causes profondes de la migration irrégulière, financé par une subvention de l'Union européenne d'un montant de 3 millions de livres égyptiennes.

Rahmy a souligné que cette signature s'inscrit dans le cadre du plan de l'autorité visant à participer à divers efforts étatiques visant à fournir des services essentiels aux communautés les plus nécessiteuses, notamment en Haute-Égypte et dans les zones frontalières. L'objectif est de coopérer avec diverses institutions étatiques et agences donatrices pour mettre en œuvre des programmes de développement intégrés visant à améliorer la qualité de vie des citoyens et à renforcer ces zones. De plus, l'objectif est de fournir des opportunités d'emploi pour atténuer les véritables causes de la migration irrégulière.

Selon le nouveau contrat, l'École d'éducation de base du 6 octobre à Hashmet, située dans le centre d'Atsa (village de Tatoon) dans le gouvernorat de Fayoum, sera rénovée et entretenue pour un coût estimé à environ 3 millions de livres. Cela offrira 4600 opportunités de travail quotidiennes pour la main-d'œuvre irrégulière dans le gouvernorat, bénéficiant à environ 55 mille citoyens.

Le gouvernorat de Fayoum, en coopération avec l'Autorité de développement de projets et des entités donatrices internationales, devrait travailler à fournir le financement nécessaire pour des programmes visant à aborder les causes profondes de la migration irrégulière. Il étudiera également les besoins des jeunes dans les communautés où ce phénomène est prévalent et travaillera à les satisfaire afin de réduire leurs tentatives de quitter ces communautés.

Le gouvernorat de Fayoum a exécuté 27 contrats pour des projets de développement des infrastructures dans le gouvernorat, avec un financement total de 201,3 millions de livres utilisé pour améliorer les réseaux d'eau et d'assainissement, entretenir les bâtiments publics, etc., offrant environ 2,8 millions d'opportunités de travail quotidien pour la main-d'œuvre irrégulière dans ces zones.



ESPAGNE : DEUX MIGRANTS SE SONT NOYÉS ET 38 AUTRES ONT ÉTÉ SECOURUS.



L'Agence espagnole de sauvetage maritime a annoncé la mort de deux individus tandis qu'ils tentaient d'atteindre les îles Canaries espagnoles à bord d'un bateau transportant 40 migrants, tandis que quatre autres en état critique ont été évacués vers un hôpital par hélicoptère.

Les survivants sont originaires de pays d'Afrique subsaharienne, totalisant 34 personnes, dont 27 hommes et sept femmes, sans fournir de détails sur le lieu de départ du bateau.

Un navire commercial a observé le naufrage du bateau lundi soir et a alerté les autorités de l'île de Grande Canarie. Les équipes de sauvetage ont envoyé des hélicoptères pour évacuer les blessés et un navire pour remorquer le bateau jusqu'au port d'Arguineguin à Grande Canarie, situé à 76 milles nautiques (140 kilomètres) au nord. Ils ont été accueillis par du personnel de la Croix-Rouge et la police.

Les données publiées par le ministère de l'Intérieur espagnol montrent que le nombre de migrants embarquant sur des bateaux pour tenter de traverser vers les îles Canaries a augmenté de plus de six fois jusqu'à présent cette année par rapport à la même période en 2023.

Le ministère a expliqué que 11 932 migrants illégaux sont arrivés dans l'archipel de l'océan Atlantique du 1er janvier au 29 février, contre 1 865 migrants arrivés au cours de la même période en 2023.

La mort d'un Pakistanais et le sauvetage de 46 autres migrants au large des côtes italiennes. Augmentation des flux de migration irrégulière vers l'Italie au cours de la semaine en cours.



La Garde côtière italienne a annoncé le sauvetage de 46 migrants qui se trouvaient à bord d'un bateau ayant quitté la Libye au large de l'île de Lampedusa, tandis qu'un migrant, un Pakistanais de 40 ans, est décédé sur le même bateau après avoir subi une crise cardiaque.

La police italienne a révélé que le voyage coûtait à chaque migrant entre 4 000 et 6 000 euros, lors d'un trajet qui avait pour origine la ville libyenne de Zuwara à bord d'un bateau en bois mesurant 10 mètres de long.

Le ministère de l'Intérieur avait précédemment annoncé le débarquement de 234 migrants lors de 5 opérations distinctes sur l'île de Lampedusa juste vendredi dernier, dont 52 migrants égyptiens et bangladais arrivés le jeudi précédent sur un seul bateau, ainsi que 29 autres migrants appréhendés le long de la route régionale.

Un autre bateau est arrivé le 7 mars, transportant 138 migrants, dont des Bangladais, des Egyptiens, des Pakistanais, des Syriens et des Palestiniens, dont 12 femmes et 17 mineurs. Ils ont indiqué que le navire sur lequel ils se trouvaient n'était pas en état de navigabilité et qu'il était parti de Sabratha en Libye sans destination précise en mer Méditerranée. Tous les passagers ont été transportés vers le centre d'accueil dans la région d'Empedocle.

LA MORT DE CINQ MIGRANTS AU LARGE DES CÔTES DE LA TUNISIE.

La Garde nationale tunisienne a annoncé la récupération des corps de cinq migrants qui ont tenté de rejoindre l'Europe au large des côtes de la Tunisie, précisément près de la zone "Jerjis" dans le centre-est de la Tunisie, non loin de la frontière avec la Libye, samedi dernier. Une déclaration officielle a indiqué que 24 autres migrants de diverses nationalités étrangères ont été secourus, notant qu'ils avaient pris la mer depuis l'un des pays voisins.

Dans une autre opération, la Garde nationale a contrecarré une opération de "passage de frontières clandestin" au large de la côte de Mahdia (centre de la Tunisie) et a "sauvé" 53 migrants de diverses nationalités étrangères.

Le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux, spécialisé dans les questions de migration, a déclaré que 1 300 migrants ont quitté la côte tunisienne pour tenter de rejoindre l'Europe par la mer en 2023.

Le pays a connu une augmentation significative des taux de migration irrégulière vers l'Europe, notamment vers les côtes de l'Italie, sur fond de crises économiques et politiques dans le pays et dans divers pays de la région.

En septembre 2023, la Commission européenne a annoncé l'octroi de 127 millions d'euros d'aide à la Tunisie, dans le cadre du mémorandum d'accord signé entre la Tunisie et l'Union européenne, une partie de celle-ci étant destinée à réduire l'afflux de migrants irréguliers.

Dans un contexte connexe, le ministre tunisien de l'Intérieur, Kamal al-Faqih, a souligné l'importance d'étudier les moyens de renforcer les efforts de sécurité dans plusieurs domaines, en tête desquels la lutte contre la migration illégale, affirmant que la Garde nationale ne ménage aucun effort dans le sacrifice, l'application de la loi, au service des citoyens et en défense de la sanctité de la patrie. Il a également souligné l'importance de renforcer les liens d'harmonie, de coordination et de travail continu dans le cadre de l'unité entre les institutions de sécurité.

Le ministre tunisien de l'Intérieur a souligné l'importance de l'utilisation de la technologie moderne et de son utilisation dans le travail de sécurité, ainsi que du développement des capacités des ressources humaines et d'une bonne planification en temps de crise.



EN RAISON DE L'AFFLUX DE MIGRATION IRRÉGULIÈRE, LA GRANDE-BRETAGNE S'ENGAGE À VERSER 1,3 MILLION DE LIVRES À LA LIBYE.

Le Royaume-Uni a promis 1 million de livres sterling dans le cadre d'un accord visant à rapatrier des Libyens dans leur pays d'origine. Le ministère de l'Intérieur britannique a déclaré que ce financement contribuera à résoudre le problème de la migration illégale en Libye, face à un afflux record de migrants se dirigeant vers l'Europe depuis l'Afrique du Nord. Le ministre de la Migration illégale, Michael Tomlinson, a annoncé le paquet de financement après une visite dans le pays plus tôt cette semaine.

Le ministère a déclaré dans un communiqué que "ce financement soutiendra la protection des migrants en Libye et aidera à prévenir les voyages vers l'Europe en abordant les causes profondes de la migration illégale et en facilitant le retour volontaire des migrants dans leurs pays d'origine." Le ministère a ajouté que plus de 150 000 migrants sont arrivés en Italie par la mer l'année dernière après avoir traversé la Méditerranée, en partant des côtes libyennes.



AMBASSADRICE NAELA GABR : LA MIGRATION ILLÉGALE EST UN PROBLÈME SOCIAL.



L'ambassadrice Naela Gabr, à la tête du Comité de coordination national, a déclaré que la migration illégale est un problème social qui a jeté une lourde ombre sur la société égyptienne ces dernières années. L'État a déployé d'importants efforts pour aborder cette question par divers moyens, tentant de la prévenir complètement tout en soulignant les risques associés à ce phénomène. L'accent a été mis sur la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes dans le pays, sur l'autonomisation des femmes actives et sur la création d'un marché pour les petites entreprises. Même si les circonstances les contraignent à être à l'étranger, l'État égyptien offre des moyens humains pour voyager sans les soumettre aux difficultés d'une expérience aussi difficile.

40 jeunes Marocains se sont noyés lors d'un voyage de migration illégale vers l'Espagne en deux mois.

Une organisation marocaine des droits de l'homme a signalé une augmentation du nombre de jeunes migrants au cours de la période récente. Le Bureau central de l'Observatoire nordique des droits de l'homme a enregistré la noyade d'environ 40 migrants irréguliers marocains au cours des mois de janvier et février 2024 en mer Méditerranée alors qu'ils tentaient de rejoindre le sud de l'Espagne ou les villes de Ceuta et Melilla.

Le rapport a également noté l'arrivée réussie de plus de 700 migrants irréguliers marocains dans la ville de Ceuta, avec un taux quotidien de tentatives atteignant jusqu'à 100, se déroulant entre Fnideq-Ceuta ou Belyounech-Ceuta.

En ce qui concerne le nombre de décès, l'organisation a révélé que 16 jeunes se sont noyés en tentant de nager jusqu'aux rives de Ceuta, 15 autres ont disparu et 9 individus se sont noyés lorsqu'un bateau a chaviré au large des plages de Nador-El-Driouch. Elle a souligné que la plupart des victimes étaient âgées de 16 à 30 ans.

L'Observatoire nordique des droits de l'homme a expliqué qu'il a recueilli des données et des informations après un examen approfondi et une vérification basée sur un réseau de relations, une communication directe avec plusieurs parties et la surveillance de ce qui est publié sur les réseaux sociaux.



LA COUR SUPRÊME DES ÉTATS-UNIS A BLOQUÉ LA NOUVELLE LOI DU TEXAS CONCERNANT L'ARRESTATION DES IMMIGRANTS

La Cour suprême des États-Unis a annoncé qu'elle continuerait à bloquer temporairement la nouvelle loi de l'État du Texas, qui autorise la police du Texas à arrêter les personnes soupçonnées d'avoir franchi illégalement la frontière entre le Texas et le Mexique.

Cette décision intervient après que la Cour d'appel du cinquième circuit ait annulé une décision permettant aux forces de l'ordre d'appliquer la loi du Sénat 4 le 9 mars. Cette décision du cinquième circuit est intervenue juste un jour après que le juge du tribunal de district des États-Unis David Ezra à Austin ait déclaré que la loi "menace l'idée fondamentale selon laquelle le droit de l'immigration doit être uniforme".

Le gouverneur Greg Abbott du Texas a signé la loi en décembre, permettant l'arrestation de toute personne soupçonnée d'être un immigrant sans papiers aux États-Unis. Elle prévoit une peine pouvant aller jusqu'à six mois de prison pour ceux qui traversent la frontière entre les États-Unis et le Mexique et les récidivistes peuvent être passibles d'une inculpation pour un délit de deuxième degré passible d'une peine de prison de deux à vingt ans. Cependant, les accusations peuvent être abandonnées si le migrant accepte de retourner volontairement au Mexique.

En opposition à la loi du Texas, l'American Civil Liberties Union (ACLU), l'ACLU du Texas et le Texas Civil Rights Project ont intenté une action en justice contre le Texas au nom du comté d'El Paso et de deux organisations de défense des droits des immigrants - le Las Americas Immigrant Advocacy Center basé à El Paso - en décembre.

De plus, le Département de la Justice des États-Unis a déposé une nouvelle plainte contre la nouvelle loi le mois dernier, incitant la Cour suprême des États-Unis à consolider les deux affaires.



LA CALIFORNIE PRÉSENTE UN NOUVEAU PROJET VISANT À FOURNIR UNE ASSISTANCE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS SANS PAPIERS. LE CRÉATEUR DU PROJET DÉCLARE QUE CE SERAIT UNE ÉTAPE VERS "LA JUSTICE RACIALE"

Une association de défense des droits de l'homme dans l'État de Californie a introduit un nouveau projet de loi visant à fournir une assistance juridique aux immigrants sans papiers reconnus coupables de crimes violents, en utilisant l'argent des contribuables. L'initiateur du projet a déclaré que c'était "une avancée vers la justice raciale".

Le projet de loi met l'accent sur le traitement équitable pour tous les immigrants et sur la suppression des restrictions sur les fonds destinés à fournir des services aux immigrants sans papiers condamnés. Les fonds pour le nouveau projet seront fournis par le programme "Une Californie", qui alloue 45 millions de dollars à des organisations à but non lucratif soutenant les immigrants et fournissant des services juridiques, éducatifs et de sensibilisation dans les communautés immigrées.

La loi vise à aider ceux qui ne peuvent pas se permettre une représentation légale, y compris ceux confrontés à la déportation, demandant le statut de Deferred Action for Childhood Arrivals (DACA), la naturalisation et le statut de protection temporaire, mais interdit actuellement l'utilisation de ces fonds pour les personnes condamnées.

Le projet de loi, présenté par le député Reggie Jones-Sawyer, élargirait les services pour inclure la traduction immédiate, les services sociaux et les frais de litige. Jones-Sawyer a déclaré que la loi garantirait l'égalité dans l'accès aux services d'immigration, en soulignant que "pendant mon mandat au législatif, j'ai travaillé pour m'assurer que les gens aient une deuxième chance et soutenu les efforts visant à empêcher de traiter les gens comme des citoyens de seconde classe."

Il a ajouté que la nouvelle loi garantirait la justice raciale et un accès vraiment équitable aux services d'immigration vitaux pour tous les immigrants, et pas seulement pour certains. Le projet de loi a reçu un fort soutien de la part des groupes d'activistes immigrés exprimant leur soutien à la législation. Cependant, il a également rencontré une opposition significative de la part des républicains au législatif, avec la députée Kate Sanchez décrivant le projet de loi comme "complètement inacceptable", se demandant pourquoi ils donneraient la priorité aux délinquants immigrés par rapport à n'importe qui d'autre.



APRÈS AVOIR AGRESSÉ UNE INFIRMIÈRE AMÉRICAINE, UN IMMIGRANT SANS PAPIERS FAIT FACE À DES ACCUSATIONS DANS 23 AFFAIRES.



Une infirmière de New York City a été brutalement agressée par un immigrant sans papiers au Jacobi Medical Center, souffrant d'un hématome cornéen et de troubles de stress post-traumatique. L'infirmière a déclaré : "C'est difficile, pour le moins que l'on puisse dire... Nous nous réveillons chaque matin ou nuit, travaillant de 12 à 16 heures pour aider les personnes les plus vulnérables de notre société, aider nos patients malades dans les communautés défavorisées, et nous sommes blessés", ajoutant : "Ces personnes doivent être internées si elles sont effectivement handicapées mentalement, et non remises dans la rue."

L'agresseur, un immigrant sans papiers, a été arrêté 23 fois et a un passé d'agressions. Il est accusé d'avoir agressé du personnel médical depuis 2019, notamment un médecin des urgences en 2022, et a également un historique en psychiatrie. L'infirmière a déclaré : "Je pense que ces lois laxistes en matière de crime qui sont appliquées ne nous aident pas, en tant que citoyens de New York, et ne aident pas les travailleurs de la santé à faire face à ces types de criminels."

Un porte-parole du bureau du procureur du district du Bronx, Darcel Clark, a déclaré que le cas de Johnson était présenté à un grand jury pour obtenir une inculpation.

Elon Musk critique le Parti démocrate aux États-Unis pour ses politiques sur l'immigration illégale, déclarant : "L'entrée des immigrants illégaux transformera l'Amérique en un État socialiste."

Elon Musk a critiqué le Parti démocrate aux États-Unis pour ses politiques concernant l'entrée des immigrants illégaux dans le pays. Musk a déclaré que les démocrates tolèrent l'immigration illégale car cela contribue à étendre leur pouvoir politique. Il a souligné que l'entrée des immigrants illégaux renforce la force électorale du Parti démocrate, notant qu'avec 10 millions d'immigrants illégaux, cela modifie la carte électorale dans 13 districts congressionnels.

Musk a déclaré : "Un plus grand nombre de votes présidentiels et congressionnels seront attribués aux nouveaux immigrants illégaux autorisés par Biden par rapport à la population de 40 États américains." Il a souligné que l'augmentation du nombre d'immigrants illégaux renforce le pouvoir de vote des démocrates, les incitant à recruter davantage.

Il a ajouté : "Si les démocrates remportent la présidence, la Chambre des représentants et le Sénat, ils accorderont la citoyenneté à tous les immigrants illégaux, et l'Amérique deviendra un État permanent à parti unique, un État socialiste."

